

Mixité sociale et développement de quartier: entre désir et réalité

Pour développer des zones défavorisées et promouvoir une meilleure intégration de leurs habitants, il est souvent préconisé de rechercher une meilleure mixité sociale. Cette stratégie est basée sur l'idée que la cohabitation de différentes couches sociales favorise l'intégration sociale.

L'Office fédéral du logement – avec cinq autres services fédéraux associés au Programme Projets urbains – a mandaté une étude qui soumet l'idée de la mixité sociale à un examen critique et ce dans le contexte de la politique de développement de la ville et du quartier.

L'étude montre qu'aucune vérification empirique ne permet de valiser les vertus supposées de la mixité sociale. Il n'y a pas de liens de causalité entre la composition de la population et les situations sociales problématiques comme le chômage, le manque de formation, les problèmes d'intégration des immigrés, etc. Par conséquent, les situations individuelles de précarité et de discrimination ne s'améliorent pas grâce à une meilleure mixité sociale dans le quartier. Au contraire, la revalorisation du parc immobilier et l'arrivée de couches de population plus aisées provoquent souvent l'éviction des personnes touchées par la précarité économique. Pour des ménages proches du seuil de pauvreté, la hausse des loyers peut signifier le passage à l'aide sociale.

En réalité, les quartiers défavorisés ne sont de loin pas aussi homogènes que l'exigence d'une meilleure mixité sociale pourrait le faire croire. Les populations se différencient non seulement par les discriminations économiques et sociales qui les touchent à des degrés divers, mais aussi

par leurs caractéristiques: origine, type et taille des ménages, âge, religion etc.

Le développement intégré de quartiers est à l'heure actuelle l'approche suivie pour combattre les causes des situations problématiques associées à un manque de mixité sociale. Il s'agit par exemple de mettre en place, sur le terrain, des mesures d'insertion professionnelle, de formation, d'intégration sociale et culturelle pour améliorer les situations individuelles problématiques (empowerment) et de les associer à des mesures de requalification spatiale avec le concours de la population (participation).

Le fait que des espaces de ségrégation situés en bas de l'échelle sociale deviennent aussi des lieux d'exclusion sociale dépend donc moins de la composition de la population que des possibilités de participation à des sous-systèmes de la société tels que la formation, le travail, le logement, les loisirs.

L'étude et un tiré-à-part peuvent être téléchargés à l'adresse

www.bwo.admin.ch (Documentation/Publications/Rapports de recherche/Logement, espaces extérieurs, quartier)